

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGANOTECHNIE

27 AVENUE JEAN MERMOZ
93120 La Courneuve

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0007402276

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement ORGANOTECHNIE implanté 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un contrôle inopiné "Légionellose".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGANOTECHNIE
- 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007402276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ORGANOTECHNIE est spécialisée dans la production de matières premières à partir de sous-produits animaux et de farines végétales : des péptones sous forme de poudres (hydrolysats de protéines animales et végétales) pour la microbiologie industrielle (85 % des tonnages de production), et du pidolate de magnésium (PCMg, principe actif sous forme de poudre) pour l'industrie pharmaceutique (15 % des tonnages de production).

Les installations comportent des magasins de stockage, des laboratoires, des ateliers de production et de séchage, des locaux administratifs, des locaux techniques (chaudières, groupes froids, fosses de décantation), une zone de stockage de déchets, ainsi qu'en fond de parcelle une zone bétonnée destinée au stationnement et une petite zone en friche.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné TARS	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26/1.3/f	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
4	Dispositions relatives à la protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de mettre l'intégralité des produits dangereux qu'il stocke sur son site sur des rétentions de volume adapté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné TARS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26/1.3/f
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné TARS
Prescription contrôlée : Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement Article 26 1.3 f) Prélèvements et analyses supplémentaires L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon). Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b. Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception. L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.
Constats : Le bureau d'études Bureau Véritas a effectué les prélèvements sur les deux tours aéroréfrigérantes du site. La température mesurée était de 18.7°C. A cause d'un problème logistique, le préleveur n'a pu mesurer le pH et la turbidité sur place. Le rapport des résultats d'analyses sera transmis ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : Certains produits dangereux ne sont pas sur rétention (acide chlorhydrique). Pour cause, la capacité de rétention de l'exploitant est insuffisante au regard des quantités de produits dangereux stockées. Le site est pourvu d'obturateurs déclenchables en cas d'épandage accidentel, à l'Ouest et à l'Est du site. Toutefois, considérant la récurrence de cette non-conformité, une mise en demeure pourrait être prise à l'encontre de l'exploitant si cette non-conformité est à nouveau constatée lors de futures visites. L'Inspection invite l'exploitant à mettre en place davantage de rétentions, ou à réduire le stock de produits dangereux pour se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois: - de mettre l'intégralité de ses produits dangereux sur des rétentions de volume approprié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Situation administrative, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les modalités de formation ainsi qu'un support renseignant les points abordés lors de cette dernière. Les points suivants sont notamment abordés et détaillés:</p> <ul style="list-style-type: none">- les obligations de l'exploitant vis-à-vis de la réglementation ;- la prolifération et la dispersion des légionelles, des éléments d'écologie microbienne ;- les mesures de prévention et de correction ;- la surveillance et l'intervention sur les TAR. <p>La liste des personnes intervenant sur les tours a été transmise par l'exploitant, ainsi que leurs attestations de formation délivrées par la société Analysis. Toutes les formations ont eu lieu il y a</p>

moins de 5 ans.
Le site est clôturé et possède un portail. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions relatives à la protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-VI
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection des personnels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.</p> <p>L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des masques et des lingettes nettoyantes étaient fournis par l'exploitant pour s'approcher des tours aéroréfrigérantes. Un panneau relatif aux ports d'EPI a été mis devant l'accès aux tours. Le personnel est formé et informé des risques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite